

JACQUES MICHEL

Président de BNP Paribas Middle East and Africa pour la banque des entreprises et des institutionnels

Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Jacques Michel, vous avez la parole.

Jacques Michel

Merci Monsieur le Modérateur. Je vais adopter un autre point de vue pour compléter ce qui a été dit précédemment. En tant que professionnel sur le terrain, je tirerai les premières leçons de cette pandémie, même si cette période de trouble sans précédent n'est pas finie, et je me concentrerai également sur les économies du Golfe. Nous sommes à Abu Dabi depuis deux jours et je crois qu'il sera intéressant pour les participants de donner un aperçu des principales tendances liées aux économies du Golfe.

Tout d'abord, comme mentionné et souligné par Abdul Aziz, la pandémie a été un catalyseur dans de nombreux domaines, et en interne, chez BNP Paribas, nous avons en effet intensifié la numérisation, l'automatisation et les nouvelles façons de travailler. Pour le pôle Corporate & Institutional Banking (CIB), il n'est pas facile, par exemple, de demander à un trader ou à un employé du front office de travailler à domicile. Cela nécessite des protocoles de sécurité et beaucoup de soutien informatique. Nous avons fait preuve d'agilité et d'anticipation et nous avons été résilients. Dans le pôle CIB et dans son ensemble, BNP Paribas, comme beaucoup d'autres banques mondiales, a eu de bonnes performances et a bien traversé la tempête. Nous exerçons notre responsabilité civile et sociale en soutenant l'économie réelle, en adhérant à certains programmes mis en place par les décideurs politiques, mais nous avons également fait preuve de diligence, de sélectivité, d'une forte discipline pour la création, d'anticipation et d'une gestion réfléchie, de sorte que nous avons pu, jusqu'à présent, gérer la crise correctement, et nous avons accéléré certains changements en interne, notamment la numérisation.

En ce qui concerne les économies du Golfe, cela a bien sûr été un bouleversement. Le segment des PME et les particuliers ont été très touchés, mais dans l'ensemble, la combinaison d'importantes mesures de soutien dans la région, avec des taux d'intérêt très bas et des marchés inondés de liquidités, a rendu la stabilité financière possible dans tous les domaines dans les pays du Golfe, et certains d'entre eux ont saisi l'opportunité d'engager des réformes structurelles ou fiscales. Malgré ces mesures de soutien, comme vous le savez, les pays du Golfe en 2020 ont été en récession et leur PIB s'est contracté en moyenne de 5,3 %.



J'aimerais également souligner le montant considérable de dettes accumulées par les pays du Golfe, ce qui est nouveau. En fait, nous sommes dans un nouveau modèle depuis 2015, lorsque les prix du pétrole ont chuté de plus de 50 % et que les pays du Golfe sont arrivés sur les marchés des prêts et des obligations. Concentrons-nous sur le marché des obligations. Entre 2015 et aujourd'hui, les pays du Golfe, les six pays du CCG, ont levé 390 milliards de dollars. 2020 a été une année record avec 107 milliards de dollars d'obligations émises. En 2021, pour l'instant, 77 milliards de dollars d'obligations ont été levés pour les six pays du CCG. Cela fait du CCG le segment le plus dynamique des marchés émergents, et à cause de la liquidité massive, toutes les transactions, principalement pour les États souverains mais également pour les grandes entreprises pour la première fois en 2021, ont été massivement souscrites, avec n'importe quel actif sous-jacent, quelle que soit la notation souveraine, qu'il s'agisse d'une obligation de premier ordre ou non, avec une différenciation de prix limitée. Je crains que cette situation ne dure pas longtemps.

Jusqu'à présent, les pays du Golfe ont bénéficié d'un environnement très propice et ont pu exploiter avec succès le marché des obligations et emprunter de l'argent à un coût de financement très bas. Une autre caractéristique qui reste généralement sous contrôle est l'endettement. Le ratio dette/PIB a augmenté. Dans le cas de l'Arabie saoudite, il est passé de zéro en 2014 à 30 % aujourd'hui, et avec les économies plus faibles d'Oman et de Bahreïn, ce ratio est supérieur à 75 ou 100%. Cette tendance nouvelle a été amplifiée par la pandémie dans la mesure où les pays ont dû financer leurs mesures d'aide Covid et capex.

Quelles sont les perspectives et les défis à venir ? Les marchés pétroliers constituent la principale incertitude et ces économies ont été et restent très dépendantes du cours du pétrole. Même si les estimations pour 2021 sont assez positives à 75 dollars le baril et plus, les observateurs et les experts anticipent un déclin pour 2022. Par conséquent, le rebond économique dans les pays de CCG sera d'une amplitude limitée. Pour 2022, la croissance économique moyenne a été estimée à seulement 2 %. Il faudra du temps avant un retour à la normale.

Par ailleurs, un nouveau paradigme et un nouveau normal apparaissent dans cette partie du monde, avec de nouvelles priorités : la transition énergétique et les critères ESG deviennent sans aucun doute des priorités absolues dans les fonds souverains et les grandes entreprises, et la perception du marché pourrait changer rapidement en ce qui concerne les économies intensives en hydrocarbures. Le chemin à parcourir est encore long. Les décideurs politiques et les parties prenantes des entreprises ont tout à fait conscience de l'importance cruciale de mettre en place des cadres ESG stricts. De nombreuses banques internationales ont signé la Net-Zero Banking Alliance et elles devront progressivement réduire leur exposition sur le secteur du gaz et du pétrole. Je dirais que l'accès aux marchés des prêts et des obligations pourrait devenir plus sélectif. Les investisseurs seront également plus sélectifs. Les prêteurs tenteront d'identifier les gagnants de demain et de délaisser progressivement ceux qu'ils considèrent comme les perdants de demain en termes de transition énergétique. Il s'agit d'une période de transition délicate avec de nouvelles exigences et priorités. Le pire scénario serait que les économies les plus faibles connaissent une crise des liquidités. Des changements majeurs sont à venir, mais le fait que tous ces pays soient tout à fait conscients de ce nouvel environnement et des nouvelles exigences liées à la transition énergétique est positif. Merci.



Jean-Claude Trichet

Merci, Jacques. C'était également très intéressant et je dirais que vous avez identifié plusieurs problèmes d'une importance capitale, de nombreuses questions auxquelles il faut trouver des réponses.